

Budget 2017

Les recettes et dépenses en chiffres :

Dépenses	En Millions de dinars			
	LFC 2016	%	LF 2017	%
Rémunération publique	13 150	45,1%	13 700	42,5%
Moyens de l'administration	1 090	3,7%	1 086	3,4%
Dépenses de compensation	2 230	7,7%	2 700	8,4%
Autres interventions et dépenses	2 049	7,0%	2 679	8,3%
Dépenses de développement	5 295	18,2%	6 210	19,3%
Remboursement de la dette publique	5 335	18,3%	5 825	18,1%
Total	29 149	100%	32 200	100%

Recettes	En Millions de dinars			
	LFC 2016	%	LF 2017	%
Ressources propres	21 461	73,6%	23 820	74,0%
Recettes fiscales	18 835	64,6%	21 625	67,2%
Recettes Non fiscales	2 626	9,0%	2 195	6,8%
Endettement (Intérieur & Extérieur)	7 688	26,4%	8 380	26,0%
Total	29 149	100%	32 200	100%

Source: Ministère des finances

Avec une augmentation de 3 051 millions de dinars (+10.5%), le budget de 2017 a été voté par l'ARP avec 122 voix pour, 48 contre et 2 abstentions.

Bien qu'il soit approuvé avant même d'examiner la loi de finances complémentaire de 2016, ce qui est déjà aberrant, ce budget est loin de refléter une politique d'austérité et c'est tant mieux.

	2015	2016 (*)	2017 (**)
Taux de croissance	0,8%	1,5%	2,5%
Prix du baril en US Dollar	52,5	45,0	50,0
Cours du dollar contre le dinar	1,962	2,120	2,250
Pression fiscale	21,6%	20,6%	22,1%
Déficit public en millions de dinars	4 904	5 219	5 345
Déficit public en % du PIB	4,8%	5,7%	5,4%
Endettement public en Millions de dinars	46 923	57 472	62 660
Endettement public en % du PIB	54,9%	63,0%	63,7%
(*) Prévisions pour 2016	Source: Ministère des finances		
(**) Prévisions pour 2017			

S'appuyant sur des hypothèses, le moins que l'on puisse dire, invraisemblables, les prévisions de 2017 semblent avoir été préparées avec des formules de calculs inversés pour afficher des ratios d'endettement, de pression fiscale et de croissance pas trop choquants.

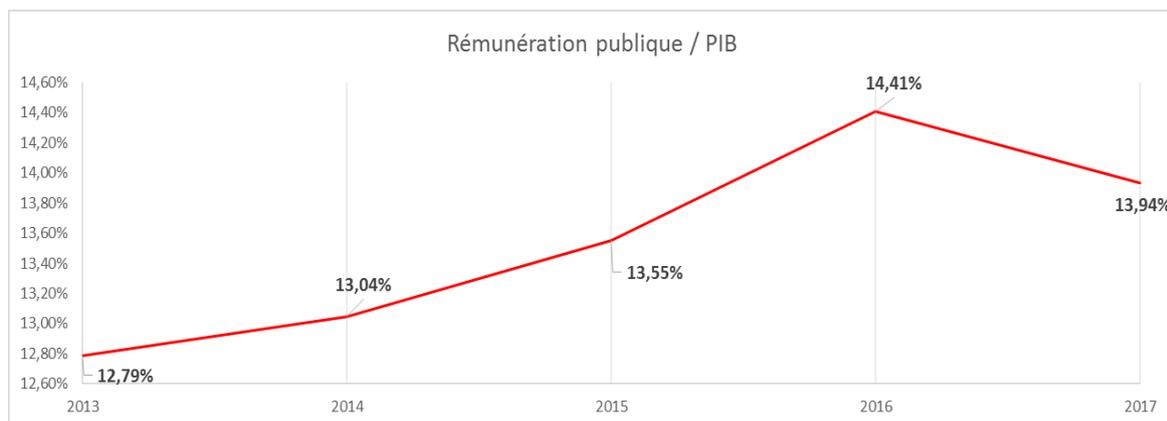
Avec un dollar en ascension face au dinar depuis le mois de Mai 2016 dépassant le seuil de 1 USD= 2.33 TND et un cours du baril pouvant atteindre 60 USD avec les accords de réduction de production des pays de l'OPEP signés en novembre 2016 et appliqués à partir du 1^{er} janvier 2017, le budget de 2017 se contente d'un dollar à 2.25 dinars et d'un Baril à 50 USD.

Des hypothèses qui laissent présager une prochaine loi de finances complémentaire pour 2017 dans les mois qui viennent.

Une Rémunération publique lourde (42.5% du total dépenses ; 13.9% du PIB) ;

La rémunération publique (13 700 millions de dinars) est la rubrique la plus importante du budget atteignant un seuil inquiétant de 13.9% du PIB. Un seuil que les bailleurs de fonds internationaux, en l'occurrence le FMI, ont qualifié de ligne rouge infranchissable faute de quoi tous les accords de financement seront gelés.

Heureusement un compromis a été trouvé, in extremis, avec la centrale syndicale pour servir les majorations et primes spécifiques de 2017 déjà convenus sans qu'il y ait un impact aggravant cette rubrique. La solution, qui est une première dans l'histoire de la fiscalité en Tunisie, prévoyait notamment une fiscalité passive permettant de faire augmenter les salaires nets des fonctionnaires par le mécanisme d'une retenue à la source plafonnée. Certes il n'y a pas d'impact haussier de la rubrique « Rémunération publique » mais il y aura un impact baissier des recettes fiscales qu'il fallait combler.



Parallèlement et dans l'objectif de maîtriser les dépenses liées à la rémunération publique qui a pris une allure ascendante depuis 2011 avec un pic record de 14.41% du PIB en 2016, des mesures importantes marqueront l'année 2017 pour la maintenir au-dessous de la barre des 14% du PIB, notamment par :

- L'arrêt des recrutements, sauf pour les diplômés des écoles de formation, dans le Ministère de la Défense (3 400), Ministère de l'Intérieur (3 500) Ministère des Finances (45) et pour les diplômés du dernier cycle de l'ENA (50) ;
- Le non remplacement des retraités dont le nombre est estimé à 11 249 ;
- Le non remplacement des fonctionnaires démissionnaires, détachés, décédés...etc ;
- Le non transfert des autorisations de recrutement des années précédentes sauf pour 2016 ;
- La réallocation des ressources humaines disponibles ;
- La réduction du nombre d'heures supplémentaires ;et
- La rationalisation des programmes de promotion et des méthodes de calcul des primes de rendement.

Dépenses de compensation en nette augmentation (8.4 % du total dépenses ; 2.7% du PIB)

Les dépenses de compensation vont enregistrer en 2017 une hausse de 21% pour atteindre 2 700 millions de dinars contre 2 230 millions de dinars en 2016. Bien que ces dépenses reflètent une attention sociale de longue date, elles restent, toutefois, sujettes à une grande polémique sur ses mécanismes qui sont loins de garantir un ciblage efficace des classes sociales devant en bénéficier.

En Millions de dinars	
2017	
Energie	650
STIR	460
STEG	190
Produits de base	1 600
Céréales	1 277
Huiles végétales	214
Lait	61
Pâtes alimentaires et couscous	34
Sucre	10
Papier scolaire	4
Transport	450
Sociétés régionales de transport	255
SNCFT	50
TRANSTU (Bus)	96
TRANSTU (Métro)	34
SONOTRAK	10
Transport scolaire	1
Tunisair Express	3
SNTRI	1
Total	2 700

Source: Ministère des finances

Plus de 5 000 millions de dinars d'interventions sociales de l'Etat

Parallèlement à la compensation de l'énergie, des produits de base et du transport (2 700 millions de dinars), une enveloppe de 2 413 millions de dinars sera dédiée à d'autres formes d'interventions de l'Etat ayant un caractère social et d'appui. Ces dépenses seront orientées notamment vers :

- **Appui des classes sociales à revenus limités :**
 - Prime fixe de 150 TND/mois pour 250 milles familles nécessiteuses en sus de 10 TND/mois et par enfant scolarisé ;
 - Aides au titre des rentrées scolaires et universitaires (13 Millions de dinars) ;
 - Aides au titre des fêtes religieuses (30 Millions de dinars) ;
 - Aides conjoncturelles (1.8 millions de dinars)
- **Assistance et soutien aux handicapés :**
 - Subventions aux handicapés pour le lancement de projets (2 Millions de dinars) ;
 - Subventions aux associations actives dans le soutien aux handicapés (12 Millions de dinars) ;
 - Fonctionnement des centres de soutien des personnes âgées et des handicapés, des complexes de l'enfance et des centres pour les enfants en préscolaire (25.6 millions de dinars) ;
 - Maintien de la gratuité des soins pour 250 000 bénéficiaires à revenus limités ; et
 - Maintien des soins à tarifs réduits pour 620 000 bénéficiaires à revenus limités.
- **Appui des collectivités locales à hauteur de 409 millions de dinars ;**
- **Bourses et prêts universitaires ;**
 - Bourses pour 84 000 étudiants soit 33% des étudiants dans les universités Tunisiennes (130 Millions de dinars)
 - Bourses pour 2 000 étudiants poursuivant leurs études à l'étranger (30 Millions de dinars) ;

- Prêts universitaires, bourses aux étudiants enfants de Tunisiens résidents à l'étranger mais poursuivant leurs études en Tunisie et aides aux étudiants nécessiteux (4.7 Millions de dinars)

	2013	2014	2015	2016 (*)	2017(*)
Nombre d'étudiants dans le secteur public (en milliers)	315,5	305,7	292,2	263,8	255,0
Diplômés de l'enseignement supérieur (en milliers)	61,7	61,2	58,1	45,0	
Nombre de familles bénéficiant du programme de soutien aux familles nécessiteuses (en milliers)	235	250	250	250	
Nombre de bénéficiaires de la gratuité des soins (en milliers)	235	250	250	250	
Nombre de bénéficiaires de soins à tarifs réduits (en milliers)	580	600	620	620	
Nombre d'associations opérant dans le soutien des handicapés	147	147	147	147	
Nombre de centres éducatifs spécialisés dans les handicapés	299	314	314	314	
(*) Estimations					
Source: MDCI					

+17.3% d'augmentation dans les dépenses de développement.

6 210 millions de dinars seront alloués aux dépenses de développement contre 5 295 millions de dinars en 2016. Une nette augmentation de 17.3% qui reflète une volonté de créer de la valeur ajoutée à travers l'investissement public dans des programmes orientés vers l'infrastructure et des méga projets à fort rendement.

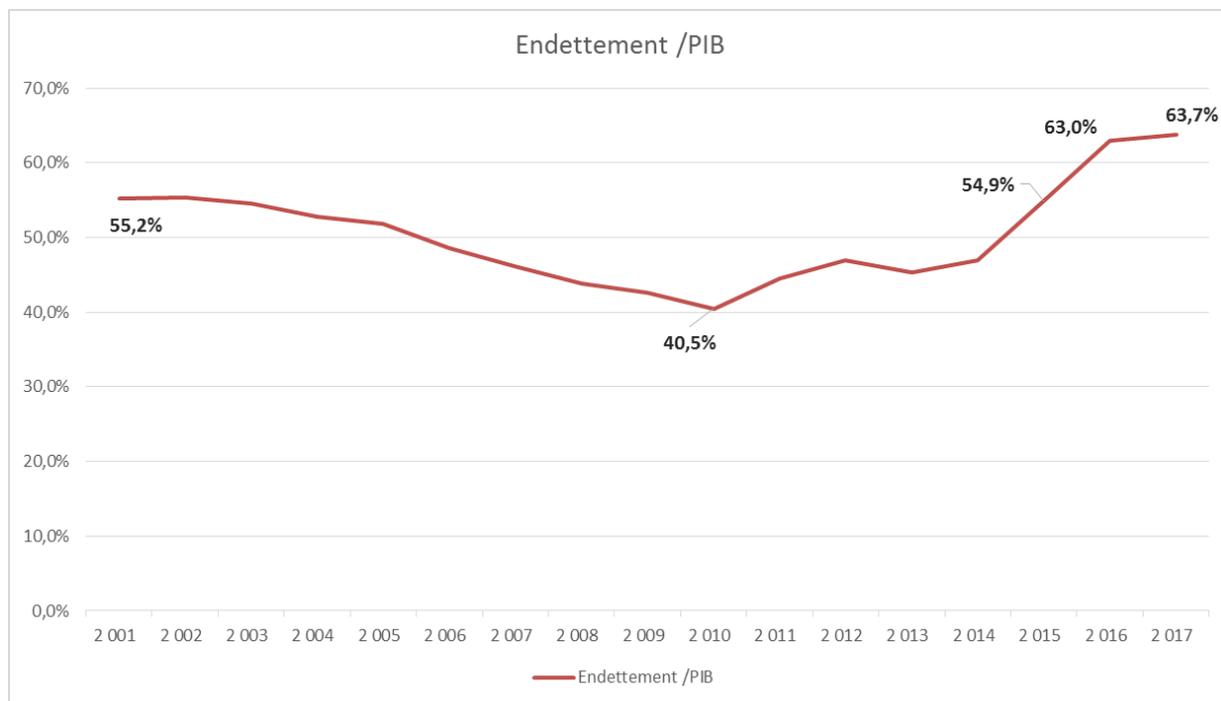
Malgré cette augmentation, les dépenses de développement restent toujours inférieures à l'endettement programmé en 2017. Un gap de 2 170 millions de dinars devrait être rattrapé pour que notre politique d'endettement ait du sens, puisque nous continuons depuis quelques années à transgresser les règles de base de la gestion en finançant le fonctionnement courant de l'Etat par des ressources non courantes.

En Millions de dinars			
	2015	2016	2017
Endettement	6 479	7 688	8 380
Dépenses de développement	4 799	5 295	6 210
Ecart	1 680	2 393	2 170
% du Budget	6,3%	8,2%	6,7%

Sources: Ministère des finances

Un endettement jamais atteint !

Tout au long des 15 dernières années l'endettement public a oscillé entre 40% et 55% du PIB pour franchir en 2016 et pour la première fois le seuil des 60% et se situer, selon les prévisions de 2017, à 63.7% du PIB. Ce seuil jugé par les règles prudentielles des finances publiques comme étant un maximum surtout quand on a par ailleurs un déficit public dépassant depuis plusieurs années le seuil des 3% du PIB.



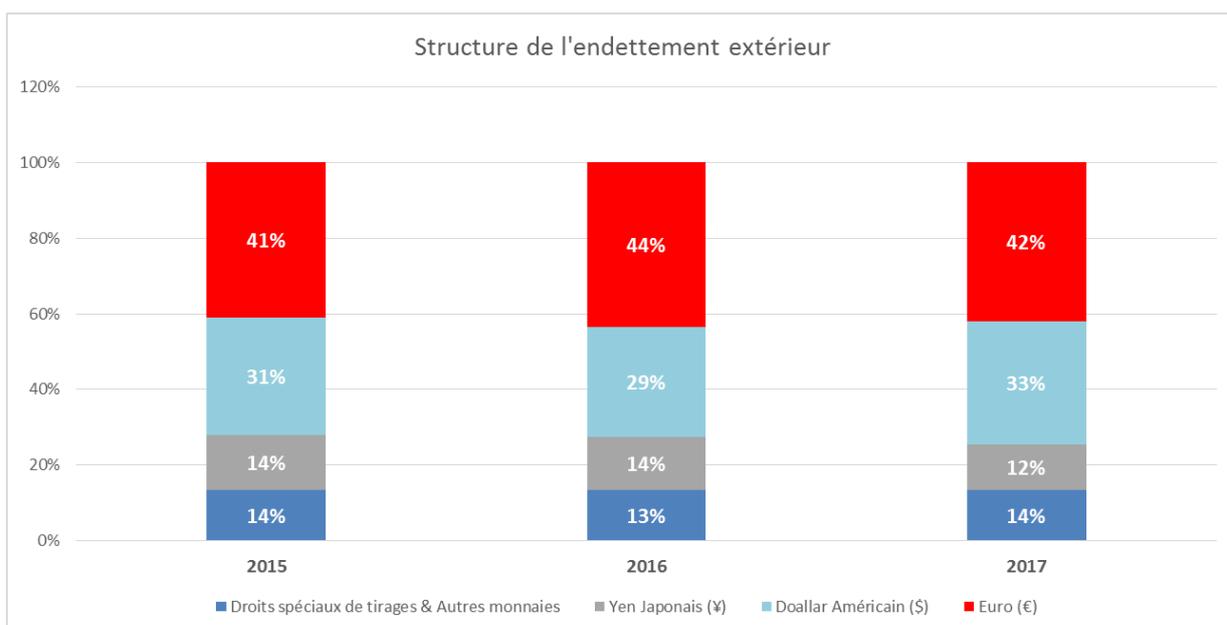
Source : BCT-INS- Ministère des finances

Cette ascension de l'endettement, qui ne tient pas compte déjà de l'endettement des entreprises et établissements publics, mérite une réflexion nationale surtout qu'elle provient principalement de l'endettement extérieur (67.2% en 2017 contre 66.8% en 2016) ce qui représentera 42.8% du PIB de 2017 contre 42% du PIB de 2016.

Face à une dépréciation vertigineuse du dinar contre toutes les monnaies du panier de l'endettement, l'encours de la dette est en train d'augmenter rien que par l'effet du change.

	En millions de dinars		
	2015	2016	2017
Encours de l'endettement local	17 028	19 108	20 545
% du total endettement	36,3%	33,2%	32,8%
% du PIB	19,9%	20,9%	20,9%
Encours de l'endettement extérieur	29 895	38 364	42 115
% du total endettement	63,7%	66,8%	67,2%
% du PIB	35,0%	42,0%	42,8%
Total endettement	46 923	57 472	62 660

Source: Ministère des finances



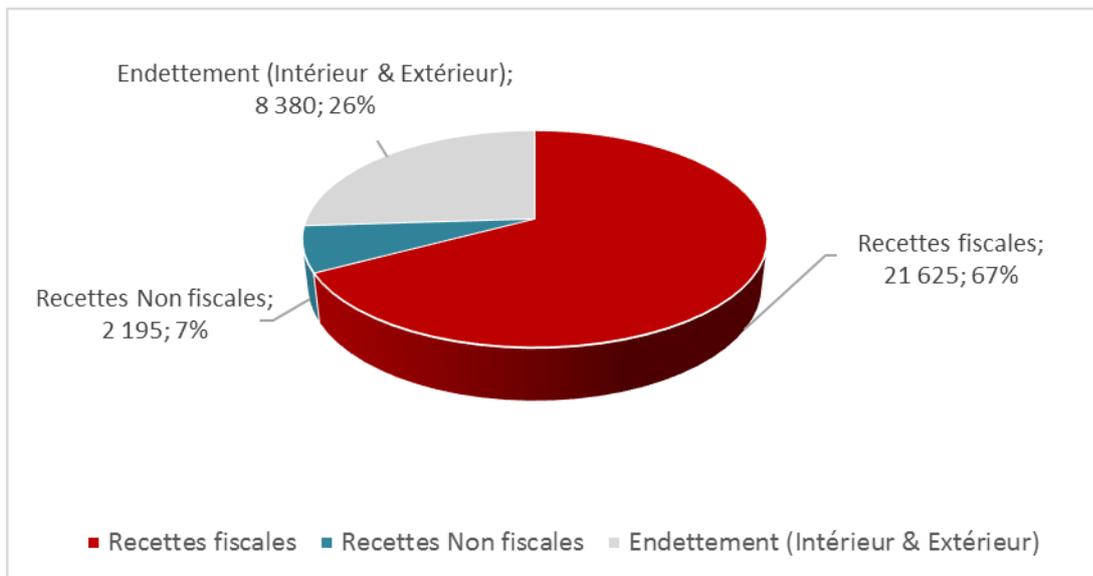
A-t-on d'autres alternatives que l'endettement ? Est la question qui n'a pas encore trouvé une réponse. Mais d'ici là limitons nos dépenses publiques à ce que nous avons en face comme ressources propres et dette soutenable.

Ressources propres insuffisantes

Quand on sait que 23 820 millions de dinars de ressources propres (74.5% du total des recettes) vont provenir à hauteur de 90.8% des recettes fiscales (21 625 millions de dinars), nous comprenons nos limites de financement. Pour un pays dont les ressources naturelles sont rares, dont les entreprises publiques sont déficitaires et dont les sites de productions de Phosphates sont quasiment à l'arrêt, la fiscalité et l'endettement deviennent les deux seules variables qui permettent de faire face aux différentes dépenses de l'Etat.

Comment mobiliser de nouvelles recettes fiscales sans aller les chercher chez les contribuables classiques du système est la question qui se pose surtout que les fonds propres doivent remonter à au moins 80% des recettes pour réduire au maximum l'ardoise de l'endettement ?

L'élargissement de la base des contribuables en intégrant les « Hors système », la lutte efficace contre la fraude et la traque de l'évasion fiscale ne sont plus des options mais les seules solutions possibles.



Source : Ministère des finances